EN 2021, AUX FINANCES, DÉCONFINONS LES LUTTES !

La crise sanitaire a mis en évidence les failles de notre système socio-économique et signe la faillite des stratégies néolibérales.

Pourtant, les ministres de l'économie et les responsables des directions et établissements du semi-public (Banque de France, Caisse des Dépôts, BPI France, Agence Française de Développement, Chèques Vacances, CNP, Juridictions Financières) poursuivent (voire accélèrent) leurs restructurations destructrices : fermeture au 1er janvier 2021 de centaines de services et guichets d'accueil, externalisations, interdirectionnalité et interministérialité.

Ils poursuivent les suppressions d'emplois aveugles et dogmatiques ; suppressions massives à l'oeuvre depuis près de 20 ans de manière continue. Pire, aujourd'hui, c'est un véritable plan de licenciements qui est à craindre dans le secteur de l'action sociale au ministère, avec la vente envisagée des centres de vacances.

Alors que le Ministre Bruno Le Maire se veut le champion de la préservation de l'emploi, il se doit d'être exemplaire dans son champ de compétence : aux Finances, il faut embaucher !!
Les réformes structurelles à marche forcée, accompagnées d'une dématérialisation à tout-va et des suppressions d'emplois massives et constantes, entraînent un recul sans précédent des missions exercées.
Aucun établissement ou administration n'est épargné. Dans la plupart des services, au mieux, seul l'urgent est traité, au détriment de certaines tâches parfois cruciales. Aujourd'hui, la liste des missions laissées de coté, abandonnées, transférées ou même externalisées est malheureusement longue.

Les réorganisations calamiteuses affaiblissent les capacités à assumer les missions qui étaient confiées : les effectifs sont insuffisants dans la plupart des services au regard de la charge de travail.

NOS MISSIONS AU COEUR DES ENJEUX

Les missions qu'exercent (ou que devraient exercer) quotidiennement les collègues des finances sont pourtant **stratégiques pour l'intérêt général**. La crise a confirmé le rôle majeur et

incontournable joué par les administrations et établissements des finances et l'importance qu'elles ont pour faire face aux répercussions économiques et sociales induites par la pandémie de la Covid 19.

Elles doivent être au coeur d'un service public de qualité qui garantisse **l'égalité** de traitement des citoyens, et tout particulièrement pour les populations les plus précaires et les plus fragiles, partout sur le territoire national.

Les missions de **contrôle** au sein du Ministère de l'Économie et des établissements Finances sont essentielles au bon fonctionnement de l'État et à l'égalité entre citoyens : lutte contre la fraude fiscale, contre les trafics d'armes, le blanchiment d'argent, des risques sanitaires ou environnementaux, contrôle de la dépense publique, des établissements bancaires, protection économique des consommateurs et des citoyens ...

Notre champ professionnel joue également un rôle toujours plus important pour la **préservation de l'environnement**, une nouvelle croissance et un développement humain durable au travers de la fiscalité, du contrôle économique et environnemental, du financement de l'économie, de la collecte d'informations, de l'analyse.

NOUS DEVONS DONC NOUS MOBILISER POUR LA PRÉSERVATION ET LE DÉVELOPPEMENT DE NOS MISSIONS D'INTÉRÊT GÉNÉRAL.

SORTIR DE LA CRISE PAR D'AUTRES MOYENS QUE LES POLITIQUES INÉGALITAIRES, ANTIDÉMOCRATIQUES ET DESTRUCTRICES DE L'ENVIRONNEMENT, C'EST POSSIBLE

Il est indispensable et urgent de tirer toutes les leçons de cette crise et de tracer une nouvelle voie pour les administrations des ministères économiques et financiers, ainsi que les établissements du secteur semi-public. En 2021, il faudra donc imposer d'autres choix politiques pour consolider et développer les services publics, peser sur les choix de production, répondre aux urgences environnementales, réformer la fiscalité et le système bancaire, envisager une autre politique monétaire et mettre en place d'autres règles de financement de l'économie...

BIEN SÛR, CE N'EST QU'AVEC LA DÉTERMINATION ET LA MOBILISATION DE CHACUNE ET DE CHACUN, TOUS ENSEMBLE, QUE CES CHANGEMENTS POURRONT SE RÉALISER.

C'EST POURQUOI, LA FÉDÉRATION DES FINANCES CGT APPELLE L'ENSEMBLE DES COLLÈGUES À SE MOBILISER SANS ATTENDRE ET PARTICIPER À LA JOURNÉE INTERPROFESSIONNELLE ET UNITAIRE DE MOBILISATIONS ET DE GRÈVE DU 4 FÉVRIER PROCHAIN POUR LA DÉFENSE DE NOS STATUTS, NOS DROITS ET GARANTIES, NOS MISSIONS ET NOS SERVICES SUR LE TERRITOIRE.

fichiers: Télécharger 20210108_adresse_de_la_federation_des_finances.pdf (351.21 Ko)
Public: Infos / actions
FD Finances

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *